

Ouverture

par Jacques BERNARDIN Président du GFEN

Je tiens tout d'abord à remercier Monsieur le Directeur de l'IUT qui, en accord avec l'Université Paris 13, a accepté de reconduire l'accueil de ces rencontres dans ses locaux. Saluons également le soutien fidèle de la ville de Saint-Denis et du Conseil général de Seine-Saint-Denis, collectivités qui ont par ailleurs accepté de porter conjointement l'animation d'un des ateliers de cette matinée, par l'intermédiaire de Jean-Paul Espié, Chef du service du projet éducatif et de la Jeunesse du Conseil général, et de Rozenn Merrien, Directrice de l'Enfance à Saint-Denis et membre du Comité permanent de l'ANDEV. Merci enfin à l'OZP et au Café Pédagogique, qui ont eux-aussi reconduit leur partenariat et relaient l'information et la promotion de cette initiative.

Le succès numérique est au rendez-vous, malgré le chevauchement de nombreuses initiatives. Des rencontres vraiment nationales, puisque si la moitié des participants vient d'Ile-de-France, 17 autres régions sont aujourd'hui représentées (de la Bretagne à l'Alsace, et du Nord-Pas-de-Calais au Languedoc-Roussillon), sans compter des formateurs venant de Belgique et du Maroc. Public professionnellement composite, donc porteur d'une diversité d'expériences et de points de vue, ce qui est gage d'une richesse des échanges : à une majorité d'enseignants (environ 75%, du premier et du second degré, dont un quart de formateurs : PEMF, DEA, CPC, IEN, professeurs d'ESPÉ), se mêlent des animateurs socioculturels, des étudiants, des formateurs, des responsables d'associations ou de structures d'accompagnement à la scolarité, des chargés de mission et des cadres territoriaux. Bienvenue à toutes et tous...

« L'écriture, éducation prioritaire » : pourquoi ce thème ? Essentiellement, parce que c'est autour de la maîtrise de l'écriture que se joue et s'opère la différenciation scolaire, sur fond de discrimination sociale. L'écriture est objet d'apprentissage ayant vocation à devenir outil d'apprentissage et de développement. Or, les évaluations ne cessent de pointer la faiblesse des compétences de trop d'élèves à cet égard. Qu'est-ce qui pose problème ? Il y a nécessité d'identifier ce qui fait obstacle, tant au niveau des productions des élèves qu'à celui des pratiques usuelles, avant d'explorer des pistes alternatives pour déverrouiller la situation.

Prenons un peu de champ, en resituant le problème dans une perspective socio-historique. Furet et

Ozouf, dans *L'Alphabétisation des Français de Calvin à Jules Ferry* soutiennent que si l'école s'est imposée sous la pression de besoins sociaux, on a cherché d'emblée à en limiter sinon l'accès du moins les contenus, en faisant le choix d'une alphabétisation restreinte¹ : « Dans ces écoles [...] on excluait même de l'écriture ceux que la Providence a fait naître d'une condition à labourer la terre, auxquels il ne faudrait qu'apprendre à lire seulement [...] »². Comme dira Guizot dans les années 1830, tout en développant les écoles primaires et les Écoles Normales : il importe de ne pas donner aux élèves « des goûts et des habitudes incompatibles avec la condition modeste où il leur faudrait retourner ».

Le sociologue Bernard Lahire, dans *Culture écrite et inégalités scolaires*, s'appuyant sur les travaux de l'anthropologue Jack Goody, explique que l'écriture a permis un développement sans précédent des possibilités d'échanges, un développement de la pensée critique, et un formidable bond en avant de la pensée scientifique. Si le processus de « scripturalisation » des savoirs a entraîné une mutation de leur forme, progressivement stabilisée et engrangée dans des mémoires externes, cela a conjointement nécessité le besoin d'une institution spécifique pour les transmettre aux jeunes générations : l'école. Qui bénéficie de ses apports dispose de clés essentielles pour maîtriser son environnement, s'y situer, choisir sa place. Pour Bernard Lahire, l'écriture, dès l'origine, est au service du pouvoir. Qui s'empare de l'écriture se positionne du côté de ceux qui se préparent à l'exercer, dispose d'un pouvoir d'agir sur la scène sociale, maîtrise le moyen d'exercer pleinement sa citoyenneté.

La démocratisation de l'école, de l'accès au savoir et à la culture, est à l'ordre du jour. On en parle abondamment, on la réalise encore trop peu. Quels sont les points aveugles ? Un rapide état des lieux sur la question précèdera l'intervention de Dominique Bucheton, qui a longuement travaillé l'écriture en relation étroite avec des classes à tous niveaux de la scolarité. Les autres intervenants sont également porteurs de pratiques réalisées dans les classes, dès la maternelle pour Bernard Devanne, et auprès d'un public très varié pour Michel Neumayer et Stéphanie Fouquet, du secteur Écriture du GFEN. Au cours de la journée, les nombreux ateliers proposés déploieront par le menu des pratiques d'écriture à tous niveaux et dans toutes disciplines, pratiques prospectives contribuant à faire de l'écriture un bien partagé. ◆

1 FURET F., OZOUF J. (1977), *Lire et écrire. L'alphabétisation des Français de Calvin à Jules Ferry*, Milleuil.

2 Mémoire sur les Raisons et moyens pour la Réformation des universités – 1667.